

Contribution au débat sur la relance, 8 juin 2021

Le retour du travail ?

Avec les 100 milliards d'euros du plan de relance et les 140 milliards d'euros d'épargne forcée Covid à ce jour, c'est la valeur de 10 points de PIB qui est disponible pour soutenir la demande au-delà du retour à la situation de 2019. Allons-nous importer à due concurrence en un feu de paille de consommation supplémentaire, ou produire en travaillant davantage en France ? Dès à présent, l'activité a redémarré fort en Chine ou aux Etats-Unis, et si elle se redresse en France après la forte baisse de 2020, notre balance commerciale se dégrade, attestant que le mouvement d'importation s'engage.

Observons que les trois planètes essentielles en la matière semblent s'aligner pour permettre de travailler davantage :

La CFDT fait du travail un de ses thèmes essentiels : Se mettre « autour de la table pour discuter de la qualité du travail, de son organisation, de sa reconnaissance dans les entreprises et les administrations », et « reconnaître enfin le travail », propose Laurent Berger.

Le Medef souligne le potentiel : « Nous pouvons créer 3 millions d'emplois en 10 ans », disait en mai Pierre Gattaz. Et Geoffroy Roux de Bézieux souligne l'ampleur des besoins et goulots d'étranglement immédiats.

Les pouvoirs publics s'engagent à ne pas augmenter les impôts pour ne pas miner la confiance. Ils visent de limiter à 0,7% par an en volume la hausse des dépenses publiques dans une perspective de croissance annuelle tendancielle antérieure de 1,35% pour restaurer progressivement l'équilibre des finances publiques. L'argent disponible ne sera pas capté par la sphère publique, il peut intégralement bénéficier à la consommation et à l'investissement.

Pour passer de cette potentialité à une réalité, quatre leviers essentiels sont à actionner :

- 1- Lever les freins. C'est la priorité. La Banque de France observe que pendant la crise Covid, « l'ajustement au choc d'activité s'est fait davantage que prévu par le nombre d'heures travaillées plutôt que par les effectifs ». Symétriquement, la production au-delà des niveaux antérieurs à la crise passe par un assouplissement de la réglementation sur la durée du travail, dans le respect des normes européennes et la

négociation de branche et en entreprise. Faute de quoi le marché ne pourra s'ajuster assez vite, et la demande supplémentaire se répartira en importations supplémentaires et hausses de prix domestiques.

- 2- Rémunérer significativement mieux le travail vraiment supplémentaire au-delà de la trajectoire antérieure. C'est le meilleur moyen de donner envie aux travailleurs de le fournir. Les engagements de modération de l'Etat en matière de prélèvements obligatoires rappelés plus haut rendent possible de rémunérer ce travail supplémentaire en franchise de prélèvements obligatoires. Une sorte de « black officiel » particulièrement incitatif, disions-nous dans une récente tribune.
- 3- Reconsidérer le travail. Respect, considération, reconnaissance sont des éléments tout aussi indispensables que la rémunération. Les applaudissements dont ont été gratifiés tous les soirs à 20h00 les personnels hospitaliers exposés en première ligne pendant la première vague épidémique sont venus le rappeler. Tout travail mérite respect et considération, tout travailleur mérite respect, considération et reconnaissance, en commençant par les plus essentiels mis en lumière lors des confinements successifs : personnel soignant, notamment les moins qualifiés, vendeurs et vendeuses du commerce alimentaire, livreurs, personnes en charge de la collecte des ordures ménagères, etc
- 4- Rendre le marché du travail plus inclusif. Notre marché du travail hors secteur public est devenu progressivement particulièrement inhospitalier : pour les jeunes qui peinent à y entrer, surtout les moins qualifiés, pour les seniors poussés vers la sortie, pour ceux qui en sont provisoirement sortis et mettent davantage de temps pour y revenir que dans les pays voisins, et pour tous ceux qui, salariés ou indépendants, sont exposés à une pression ressentie comme excessive. Si la priorité sociale porte sur les jeunes et les chômeurs, la priorité économique dans le contexte de la relance porte sans doute sur les seniors : déjà formés et en emploi, ils peuvent immédiatement être mobilisés. Cerise sur le gâteau, rendre le marché du travail plus inclusif pour les seniors est un élément clé de l'acceptabilité et de la réussite de l'inévitable réforme de la retraite qui est devant nous. Il n'y a que des avantages à engager dès à présent ce vaste chantier.